

MSNA 2023 EN HAÏTI – APERÇU DE LA METHODOLOGIE

Ce modèle fait partie de la boîte à outils d'analyse MSNA pour des publications cohérentes et harmonisées entre les pays, afin que les acteurs externes puissent parcourir une méthodologie concise et précise pour les publications des MSNA.

Il s'agit d'un élément-clé du modèle du Bulletin lié au [guide d'analyse MSNA](#), qui explicite les détails sur le cadre MSNI et LSG.

L'aperçu de la méthodologie doit être référencé dans le bulletin MSNA et dans d'autres publications si jugés pertinents. En tant que tel, puisque l'aperçu est publié à l'étape du rapportage, il devrait fournir des éléments définitifs, par exemple, la couverture géographique définitive, le nombre définitif de ménages évalués. Veuillez essayer de le garder aussi concis que possible tout en fournissant les informations nécessaires.

Cet aperçu méthodologique souligner les points suivants :

- **Aperçu final de la méthodologie de la MSNA** : portée et couverture de l'évaluation définitives, sources de données secondaires, considérations éthiques et limites de l'évaluation (y compris les différences par rapport aux termes de référence) ;
- **Analyse des écarts en termes de niveau de vie** : brèves description et explication du cadre qui sous-tend la construction des indicateurs composites sectoriels (*living standard gaps* ou LSG) ;
- **Annexes** : plus de détails sur le cadre LSG pour chaque pays, l'identification des LSG et des manques en termes de capacités (*capacity gaps*), l'estimation de la sévérité globale des besoins (Indice des besoins multisectoriels ou MSNI – *Multi-sectoral Needs Index*) et les partenaires qui ont participé au cycle de recherche.

À propos de REACH

REACH facilite le développement d'outils d'information et de produits visant à renforcer la capacité des acteurs humanitaires à prendre des décisions fondées sur des preuves dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. Les méthodologies utilisées par REACH comprennent la collecte de données primaires et l'analyse approfondie, et toutes les activités sont menées à travers des mécanismes de coordination humanitaire inter-institutionnels. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et du Programme opérationnel d'applications satellitaires de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR-UNOSAT). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site web. Vous pouvez nous contacter directement à l'adresse suivante : geneva@reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter @REACH_info

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
Liste des acronymes.....	3
Classifications géographiques	3
APERÇU DE LA MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION	4
Objectifs généraux et spécifiques et questions de recherche	4
Objectifs généraux et spécifiques.....	4
Questions de recherche.....	4
Portée et couverture de l'évaluation.....	5
Groupes de population et stratégie d'échantillonnage.....	5
Collecte de données et couverture géographique.....	6
Sources de données secondaires	9
Considérations éthiques et limitations.....	9
Considerations éthiques.....	10
Limites et défis	10
ANALYSE DES MANQUES EN TERMES DE NIVEAU DE VIE (LSG)	12
ANNEXES	15
Annexe 1 : Publications connexes (termes de référence, données, tableau de bord).....	15
Annexe 2 : Détails sur les indicateurs utilisés pour les manques en termes de niveau de vie (LSG) et les manques en termes de capacité (<i>capacity gaps</i>).....	16
Annexe 3 : Manques en termes de niveau de vie (LSG) – Agrégation.....	16
Annexe 4: Indice des besoins multisectoriels (MSNI) – Agrégation	22
Annexe 5 : Liste des partenaires	23

Liste des acronymes

ABNA - Abris et Biens Non Alimentaires
CG - Manque de Capacité (Capacity Gap)
CNSA - Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire
EPHA - Eau Potable, Hygiène et Assainissement
ENSSAN - Enquête Nationale de Suivi de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
HHS - Mesure de la Faim au Niveau des Ménages (Household Hunger Scale)
HNO - Aperçu des Besoins Humanitaires (Humanitarian Needs Overview)
HPC - Cycle de Programmation Humanitaire (Humanitarian Programming Cycle)
HRP - Plan de Réponse Humanitaire (Humanitarian Response Plan)
IDH - Indice de Développement Humain
IPC - Classification Intégrée de la Phase de Sécurité Alimentaire (Integrated Food Security Phase Classification)
JIAF - Cadre d'Analyse Intersectoriel Conjoint (Joint Intersectoral Analysis Framework)
LCSI - Indice des Stratégies d'Adaptation aux Moyens de Subsistance (Livelihoods Coping Strategies Index)
LSG - Manques en Termes de Niveau de Vie (Living Standard Gaps)
MSNA - Évaluation des Besoins Multisectoriels (Multi-Sectoral Needs Assessment)
MSNI - Indice des Besoins Multisectoriels (Multi-Sectoral Needs Index)
OIM - Organisation Internationale pour les Migrants
PEV - Vulnérabilités Préexistantes (Pre Existing Vulnerability)
RCSI - Indice du Score Rapide de Consommation (Rapid Consumption Score Index)
RH - Réponse Humanitaire
UPE - Unité Primaire d'Échantillonnage
UNOCHA - Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (United Nations Office for Coordinated Humanitarian Affairs)
USE - Unité Secondaire d'Échantillonnage
USAID - BHA - Agence des États-Unis pour le Développement International - Bureau de l'Assistance Humanitaire (United States Agency for International Development - Bureau for Humanitarian Assistance)
ZME - Zone de Moyen d'Existence
ZMPAP - Zone Métropolitaine de Port-au-Prince

Classifications géographiques

Département : Une des dix divisions administratives du pays, chacune étant une entité géographique et administrative dirigée par un gouverneur.

Commune : Une subdivision administrative locale du pays, équivalente à une municipalité. Chaque commune est dirigée par un conseil municipal et un maire, et elle est responsable de l'administration locale et du gouvernement au niveau communautaire.

Zone de moyen d'existence : Une région ou à un territoire caractérisé par des conditions spécifiques liées aux moyens de subsistance et aux ressources disponibles pour la population locale. Cela inclut souvent des aspects tels que l'agriculture, l'élevage et d'autres activités économiques qui contribuent aux moyens de subsistance des habitants de la zone.

Objectifs généraux et spécifiques et questions de recherche

Objectifs généraux et spécifiques

L'Évaluation Multi-Sectorielle des Besoins (MSNA) 2023 en Haïti visait à mettre à disposition de la communauté humanitaire des données permettant une compréhension holistique des besoins multisectoriels des populations affectées par la crise sur tout le territoire haïtien, afin d'informer le Cycle de Programmation Humanitaire (HPC) 2024.

L'évaluation répondait à quatre objectifs spécifiques :

- Mettre à disposition de la communauté humanitaire des informations sur la nature et l'ampleur des besoins multisectoriels des populations affectées par la crise en Haïti pour mieux comprendre leurs conditions de vie.
- Appuyer la planification stratégique humanitaire en fournissant des informations comparables permettant d'informer la sévérité des besoins sectoriels et multisectoriels des populations déplacées et générale pour chacun des 10 départements d'Haïti par zone de moyen d'existence (ZME), et pour la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP) par zone de richesse (avec les zones « pauvre » et « très pauvre » regroupées, , et par commune.
- Mettre à disposition de la communauté humanitaire des informations afin de comprendre comment les chocs affectent différemment les personnes vivant dans des zones géographiques différentes (département et ZME).
- Améliorer la compréhension des facteurs sous-jacents expliquant la sévérité des besoins entre les différentes zones (département et ZME).

Questions de recherche

Pour atteindre ces objectifs, la MSNA a cherché à répondre aux questions de recherche suivantes :

- Quels sont les besoins des ménages haïtiens dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de la santé, de l'eau, hygiène et assainissement (EHA), des abris et biens non alimentaires (ABNA), de l'éducation et de la protection ?
- Dans quelle mesure ces besoins sectoriels et intersectoriels varient-ils en matière de nature et de sévérité entre les personnes vivant dans des ZME différentes dans chacun des dix départements d'Haïti et dans la ZMPAP ?
- Dans quelle mesure des facteurs sous-jacents contribuent-ils à la sévérité des besoins des ménages en Haïti ?
- Dans quelle mesure les populations affectées par les crises ont-elles accès à une assistance adaptée à leurs besoins ?

Portée et couverture de l'évaluation

Pays classé au 163^e rang sur 191 de l'Indice de Développement Humain (IDH),¹ Haïti se caractérise par des vulnérabilités structurelles en matière de développement exacerbées par la détérioration forte et rapide du contexte climatique, socioéconomique, sanitaire, politique et sécuritaire.²

La dégradation rapide de la situation se traduit notamment par un appauvrissement des ménages, lié à un taux d'inflation des prix particulièrement élevé, alors que le pays dépend à 60% des importations de nourriture, à l'instabilité politique, et à la montée de l'insécurité.^{3,4} Initialement concentrées dans certains quartiers de la ville de Port-Au-Prince, les activités des gangs armés se sont en effet intensifiées et diffusées dans la majeure partie de la zone métropolitaine (ZMPAP) et de certains départements comme l'Artibonite. Au moins 1.5 millions de ménages haïtiens subissent des violences et des restrictions de mouvement.⁵ Les activités des gangs ont culminé avec le blocage du terminal pétrolier de Varreux en septembre 2022, empêchant l'arrivée de marchandises et de carburant. Pour les trois premiers mois de l'année 2023, le nombre d'incidents liés à ces violences, notamment pour les assassinats et les kidnappings, a plus que doublé par rapport au dernier trimestre de l'année 2022. En réaction à l'impasse politique et à la suppression des subventions sur les carburants par le gouvernement, de nombreux blocages du pays (« peyi lok »), également liés à la situation sécuritaire, ont largement impacté la circulation des marchandises et des personnes, l'accès aux denrées alimentaires, à l'eau et au carburant, et limitant fortement les activités humanitaires.⁶

Environ 4,9 millions de personnes connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë selon la mise à jour projeté de l'IPC de mars à juin 2023, dont 1,7 million en situation d'urgence (IPC 4).⁷ Sur la projection de septembre 2022 à février 2023, l'IPC comptait 19000 en situation catastrophique (IPC 5).⁸ Plus récemment, une crise sanitaire liée à la résurgence du choléra comptait 33'661 cas suspects et près de 2'500 cas avérés sur l'ensemble du territoire. Le sud du pays, touché par un séisme particulièrement dévastateur en 2021 impactant plus de 800 000 personnes, compte un grand nombre encore touchées aujourd'hui et restant vulnérables en cas de nouveaux risques sismiques. Enfin, la réponse humanitaire doit faire face à de fortes difficultés de financement, n'ayant pas excédé 30% des besoins de financement en moyenne entre 2018 et 2022.⁹ Pour 2023, le plan de réponse humanitaire est estimé à US\$720 millions, soit environ le double de l'enveloppe estimée pour 2022.¹⁰

Du fait de la nature multiforme de la crise en Haïti, le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) a estimé à 5,2 millions le nombre de personnes ayant des besoins humanitaires en 2023, contre 4,9 millions en 2022, soit 60% de la population haïtienne.¹¹ Sollicitée dans le cadre de réponses d'urgence face à des aléas climatiques extrêmes, la coordination humanitaire est confrontée à des défis pour parvenir à une compréhension holistique de la crise et des vulnérabilités chroniques qui affectent la population. Tandis que l'accès humanitaire représente un obstacle de plus en plus tangible à la collecte d'information, en raison du caractère enclavé de certaines zones et du contexte sécuritaire volatile, les données disponibles sont généralement spécifiques à une intervention, un lieu ou un secteur. Bien qu'elles soient essentielles pour étayer la programmation des acteurs humanitaires, ces données ne permettent pas à la coordination humanitaire de revoir leur stratégie de réponse à l'échelle de toute la crise et d'assurer que les populations les plus vulnérables accèdent à l'aide humanitaire dont elles ont

¹ PNUD, [Human Development Index](#), 2023

² OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires](#), 2023

³ Trading Economics, [Haïti Inflation Rate](#), 2022. A titre d'exemple, le taux d'inflation était de 23.95% en janvier 2022

⁴ FIDA, [Haïti Context](#), 2022

⁵ ACLED, [Haïti: Expanding Gang Activity Amid Persisting Political Instability](#), 2023

⁶ OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires](#), 2023

⁷ IPC, [Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë, mars-juin 2023](#), mars 2023

⁸ IPC, [Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë, mars-juin 2023](#), octobre 2022

⁹ OCHA, [Plan de réponse humanitaire](#), 2023.

¹⁰ OCHA, [Plan de réponse humanitaire](#), 2023.

¹¹ OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires](#), 2023

besoin. Un premier exercice d'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) a été réalisée en 2022 par REACH, et a constitué une des principales sources de l'Aperçu des Besoins Humanitaire.

Stratégie d'échantillonnage

Les résultats sont représentatifs pour les ménages en population générale selon la zone de moyen d'existence et pour chacun des 10 départements d'Haïti¹² ¹³. En plus des huit zones de moyen d'existence correspondant aux zones d'analyse IPC, une neuvième zone de moyen d'existence correspondant aux aires urbaines, non comprises dans le découpage de l'IPC, a été ajoutée afin de couvrir les grandes villes (Les Cayes, Jeremie, Gonaïve, Port-de-Paix, Cap Haïtien) (voir carte 1).

A noter que les résultats sont représentatifs à l'échelle de chaque strate uniquement si la totalité de la strate a été complétée. Les strates dont l'échantillon n'a pas pu être complété du fait de contraintes d'accès sécuritaire sont détaillées dans la section « Limites » ci-dessous. Par conséquent, les résultats provenant de ces strates doivent donc être considérés comme indicatifs.

Echantillonnage à l'échelle départementale (hors ZMPAP)

L'évaluation pour les ménages à l'échelle départementale est construite sur la base d'un échantillonnage à deux étapes stratifiées par grappes en appliquant un intervalle de confiance de 95 %, une marge d'erreur de 10 %, ainsi qu'un tampon de 10%. L'échantillon est donc construit de la manière suivante :

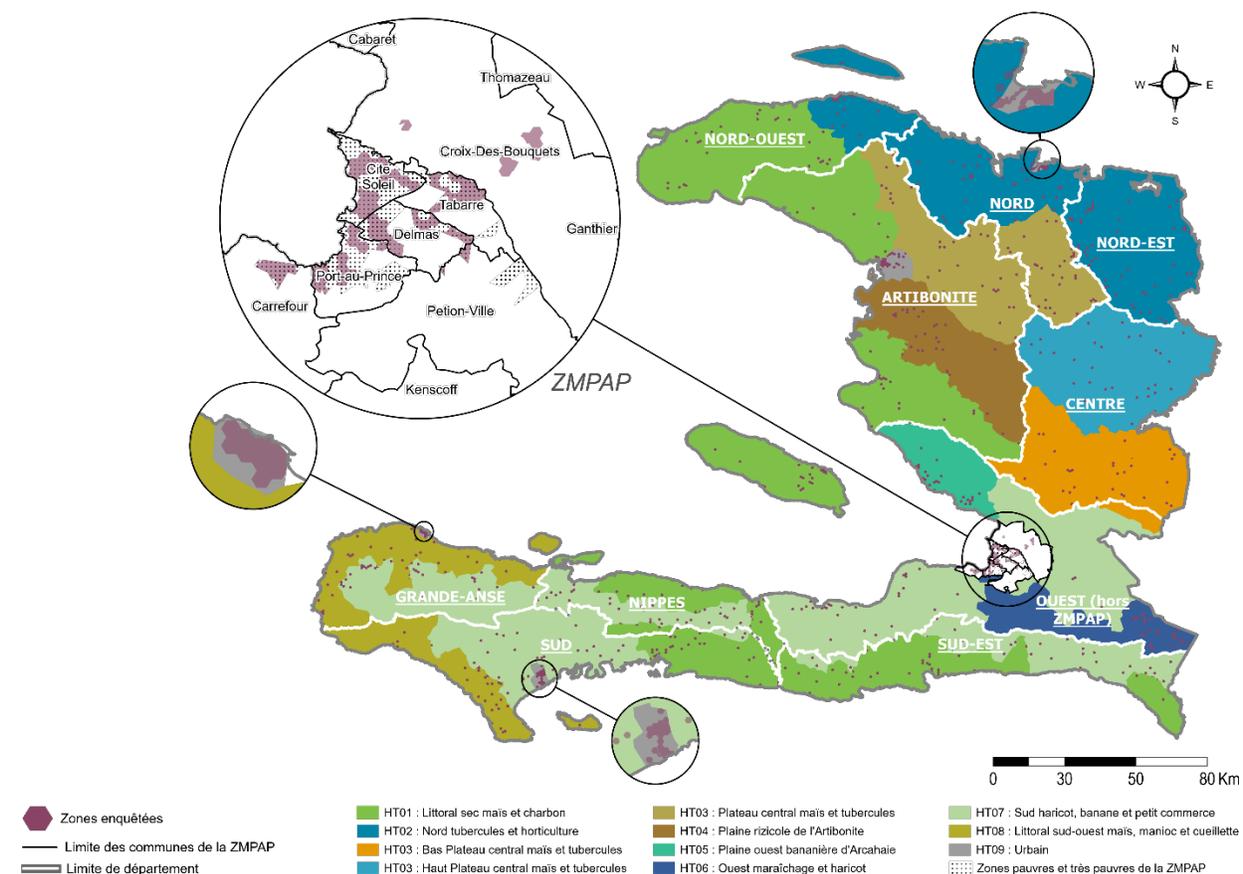
1. Première étape :
 - Découpage du territoire en hexagones de population de 500 mètres de côté
 - Sélection aléatoire d'un hexagone ou unité primaire d'échantillonnage (UPE) : l'hexagone est sélectionné avec une probabilité proportionnellement à la taille (*probability proportional to size*) et le tirage se fait avec remplacement
2. Deuxième étape :
 - Sélection de l'unité secondaire d'échantillonnage (USE), qui est un ménage
 - Il y a 4 USE par UPE, soit 4 ménages à sélectionner par hexagone
 - Une méthode de sélection aléatoire d'un ménage à enquêter au sein de l'UPE est définie

L'échantillon total au niveau des départements représente 3780 entretiens ménage.

¹² Sous réserve de la faisabilité opérationnelle (zones enclavées et saison des pluies notamment) et des contraintes sécuritaires (ZMPAP en particulier).

¹³ Famines Early Warning Systems Network, Haiti Rural Livelihood Profile, 2015

Carte 1 : Couverture géographique de l'évaluation et découpage du territoire national par zone de moyen d'existence, et de la ZMPAP par zone de richesse



Echantillonnage à l'échelle de la ZMPAP

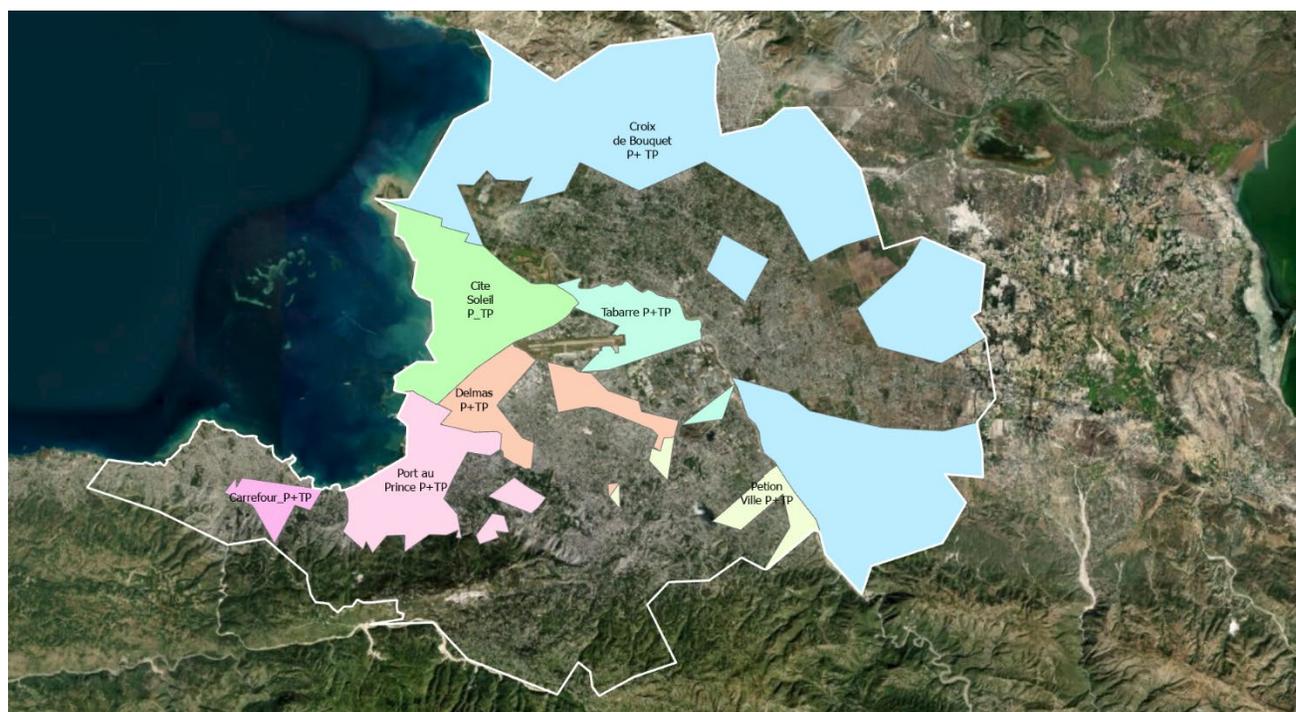
L'évaluation pour les ménages de la ZMPAP est construite sur la base d'un échantillonnage à deux étapes stratifiées par grappes en appliquant un intervalle de confiance de 90 % et une marge d'erreur de 10 % pour la population générale. La ZMPAP couvre les 7 communes de l'aire urbaine de Port-au-Prince, à savoir : Port au Prince, Carrefour, Pétion-Ville, Delmas, Cité-Soleil, Tabarre et Croix-des-Bouquets (voir carte ci-dessous).

La construction de l'échantillonnage suit les mêmes étapes que pour l'échantillonnage hors ZMPAP telle que décrite dans l'Annexe 1.1, à l'exception de l'étape 3. Le découpage est fait par zone de richesse correspondant au découpage de l'IPC par zone de richesse, et ainsi permettant l'utilisation des données de la MSNA à l'échelle de la ZMPAP.¹⁴ Ainsi, les zones caractérisées « pauvres » et « très pauvres » sont fusionnées ensemble, puis stratifiées par commune. Les zones « moyens » et « aisés » ne seront pas analysées car elles ne font présentement pas l'objet d'analyse par l'IPC et l'ENSSAN¹⁵.

¹⁴ IPC Haïti, [Analyse IPC de l'insécurité Alimentaire Aiguë](#), mars 2023 – juin 2023

¹⁵ CNSA, [Enquête Nationale de Suivi de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle \(ENSSAN 2022\). Rapport d'analyse : volet ménage, 2023](#)

Carte 2 : Zoom sur le découpage de la ZMPAP par zone de richesse



Collecte de données et couverture géographique

La collecte de données a eu lieu du 19 juin au 15 août 2023 dans les départements et du 11 juillet au 14 août 2023 dans la ZMPAP. 4362 ménages ont participé à l'évaluation, dont 655 dans la ZMPAP. Les entretiens ont été effectués en personne. Des difficultés d'accès sécuritaires ont parfois entravé l'opérationnalisation des enquêtes en personne, amenant REACH Initiative a retirer certaines zones de l'échantillonnage (voir carte 2).

Les enquêtes ont été réalisées sur smartphone grâce à l'application Android KoBo Collect. Les enquêteurs téléversaient les données sur le serveur chaque jour.

Sources de données secondaires

Sources de données utilisées pour l'échantillonnage des ménages en population générale :

- Data for Good at Meta (previously Facebook) : base de données initiale pour la densité de population par maille de 30 mètres.

Sources de données secondaires : la conception de recherche pour cette évaluation s'est appuyée largement sur les données secondaires disponibles en partenariat avec les différents secteurs et groupes de travail, qui permettent d'obtenir une compréhension des principaux enjeux contextuels et d'identifier les lacunes informationnelles prioritaires. Ces mêmes sources d'information ont été sollicitées et mises à jour lors de la phase d'analyse afin de trianguler les résultats primaires et d'effectuer des analyses conjointes. La liste proposée ci-dessous présente, sans être exhaustive, les principales sources de données identifiées :

- United Nations Office for Coordinated Humanitarian Affairs (UNOCHA), Aperçu des besoins humanitaires 2023, 2023
- United Nations Office for Coordinated Humanitarian Affairs (UNOCHA), Plan de réponse humanitaire 2023, 2023
- IPC Haïti Analyse, IPC de l'insécurité Alimentaire Aiguë, septembre 2022 – juin 2023
- UNICEF, Enquête SMART, 2020,
- Data for Good at Meta (previously Facebook), Haiti: High Resolution Population Density Maps + Demographic Estimates, 2018
- Famines Early Warning Systems Network, Haiti Rural Livelihood Profile, 2015
- International Organization for Migration (IOM), Base de données sur les déplacés internes (DTM, 2023)
- International Organization for Migration (IOM), Dec 28 2022. DTM Haïti — Carte des PDI dans les communautés hôtes et les sites — Round 2 (25 Octobre — 23 Novembre 2022). IOM, Haiti.
- International Organization for Migration (IOM), Mar 03 2023. DTM Haiti — Suivi des Urgences 1.1 — Déplacements dans les départements de l'Artibonite et du Centre (27 février - 2 mars 2023). IOM, Haiti.
- Ministère de la Santé Publique et de la Population, Enquête nationale nutritionnelle et de mortalité, 2020.
- REACH, Initiative de Suivi des Marchés, 2022.
- UNICEF, Enquête SMART, 2020.
- Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), Enquête Nationale de Suivi de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSSAN 2022). Rapport d'analyse : volet ménage, 2023
- United Nations Human Rights Office of the High Commissioner, Haiti – Gang Violence, 2023

Considérations éthiques et limitations

Considérations éthiques

Comme dans toutes les évaluations précédentes, REACH Initiative a pris en compte et étudié les implications éthiques de la collecte des données et de la diffusion des informations. Premièrement, toutes les questions des outils ont été évaluées par rapport aux procédures opérationnelles standard d'IMPACT Initiatives sur les informations personnellement identifiables. Lorsque des données personnelles ou permettant l'identification des ménages ont été collectées, elles n'ont pas été partagées avec des partenaires externes hors d'un éventuel accord de partage de données, et l'accès à ces informations a été limité au sein de REACH Initiative. Deuxièmement, la formation des recenseurs comprenait des modules sur l'éthique de l'enquête et les codes de conduite d'IMPACT. Troisièmement, toutes les composantes de la collecte de données nécessitaient le consentement éclairé de l'enquêté. Un script a été présenté à tous les répondants, décrivant la nature et le but de l'évaluation, et soulignant le caractère volontaire de la participation, en s'assurant d'obtenir le consentement des personnes interrogées au début de l'entretien.

Limites et défis

Quelques limites non exhaustives de l'évaluation :

- **Définition des milieux** : les milieux rural et urbain ont été définis à partir d'une analyse géospatiale des composantes infrastructurales des zones urbaines, elles ne correspondent pas à des ensembles socio-économiques.
- **Couverture géographique** : l'analyse des besoins humanitaires dans le cadre de la Revue des besoins humanitaires et du Plan de réponse humanitaire en Haïti se produit au niveau communal. Les données de la MSNA sont cependant disponibles au niveau des départements et des milieux.
- **Biais de réponse** : certains indicateurs comme la non-satisfaction du comportement des travailleurs humanitaires, l'enrôlement des enfants dans les groupes armés, les incidents graves de protection ou les violences basées sur le genre peuvent avoir été sous-rapportés en fonction de la sensibilité de la question et de la subjectivité et de la perception des personnes interrogées.
- **Sous-ensembles** : les résultats faisant référence à un sous-ensemble de la population totale peuvent avoir une marge d'erreur plus grande, ce qui peut induire un niveau de précision plus bas. Ainsi, les résultats relatifs à des sous-ensembles de la population sont indiqués comme tels chaque fois qu'ils sont déclarés.
- **Limites des entretiens avec le chef ou la cheffe de ménage** : comme le ménage est l'unité d'analyse, les dynamiques au sein des ménages (par exemple les relations de pouvoir au sein du ménage en fonction du genre, de l'âge ou du handicap) ne peuvent être appréhendées. REACH vous encourage à consulter d'autres sources de données afin de compléter résultats du MSNA.
- **Période de collecte de données** : pour l'interprétation des résultats, notamment de sécurité alimentaire en fonction des différentes zones agro-écologiques, la période de collecte de données pour chaque département est précisée lorsque nécessaire.
- **Données de dépenses** : un grand nombre de ménages ont répondu « Ne sait pas » à toutes les questions relatives aux dépenses ; ces données sont donc considérées comme indicatives uniquement.

- **Ménages sans abri** : La méthode utilisée pour sélectionner les ménages enquêtés aléatoirement favorise l'enquête de ménages possédant un abri, les ménages sans abris pourraient donc avoir été sous représentés dans l'évaluation au niveau des enquêtés ménages.
- **Zones exclues de l'échantillonnage** : Du fait de contraintes d'accès sécuritaire et des mouvements sociaux du mois de septembre 2022, l'échantillon pour les strates suivantes n'ont pas pu être complété et les résultats doivent être considérés comme indicatifs¹⁶ :
 - Par zones de moyens d'existence :
 - SUD-EST - HT07 - Sud haricot, banane et petit commerce (70%)
 - ARTIBONITE - HT04 - Plaine rizicole de l'Artibonite (82%)
 - ARTIBONITE - HT09 – Urbain (93%)
 - GRAND-ANSE - HT08 - Littoral sud-ouest maïs, manioc et cueillette (98%)
 - NORD-OUEST - HT02 - Nord tubercules et horticulture (51%)
 - Pour ZMPAP:
 - Croix de Bouquet P+ TP (56%)
 - Petion Ville P+TP (77%)

Entrelacement des hexagones : pour l'échantillon de la Zone métropolitaine de Port-au-Prince, la maille des hexagones d' un kilomètre de côté chevauchait parfois les frontières des communes. Les entretiens ont été recodés dans la 'vraie' commune au sens du point géographique de l'entretien. Cependant, ce chevauchement a pu entraîner quelques différences pour les pondérations de

Certaines limites doivent être prises en considération lors de l'interprétation des scores de sévérité sectorielle, élaborés à partir d'une série d'indicateurs. La principale limite réside dans la difficulté à inclure tous les ménages ayant participé à l'enquête dans le calcul des indices LSG pour la sécurité alimentaire et la protection. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, la recodification de certaines réponses jugées non pertinentes en "NA", notamment afin d'assurer un alignement aux standards de nettoyage de données de REACH, a entraîné leur exclusion du calcul du LSG sécurité alimentaire. En d'autres termes, si un indicateur nécessaire au calcul du LSG, selon la matrice Fewsnets, n'est pas renseigné lors d'un entretien ou a été retiré parce que jugé non pertinent, le calcul du LSG pour le ménage en question ne peut être finalisé. Ainsi, seuls 69 % des ménages ayant participé à la MSNA ont été considérés pour le calcul.

Concernant le secteur de la protection, seuls 58 % des ménages ayant participé à la MSNA ont été pris en compte dans le calcul du LSG, car un indicateur exigeait la condition préalable d'obtenir le consentement du ménage pour répondre à la série de questions liées à la santé mentale. Les deux indicateurs en question sont :

Le pourcentage de ménages ayant connaissance de services de soutien spécialisés pour les femmes et les filles disponibles dans leur communauté

Le pourcentage de ménages dont au moins un des membres a ressenti des sensations de stress psychologique

Par conséquent, les indices LSG pour la protection et la sécurité alimentaire ne représentent pas l'ensemble des ménages ayant participé à la MSNA et doivent être considérés de manière indicative

¹⁶ Le pourcentage correspond au pourcentage d'enquêtes réalisées par rapport au nombre total d'enquêtes initialement prévu dans l'échantillon.

ANALYSE DES MANQUES EN TERMES DE NIVEAU DE VIE (LSG)

Pour plus de détails sur les indicateurs et les seuils utilisés dans cette analyse, veuillez-vous référer à l'annexe 2.

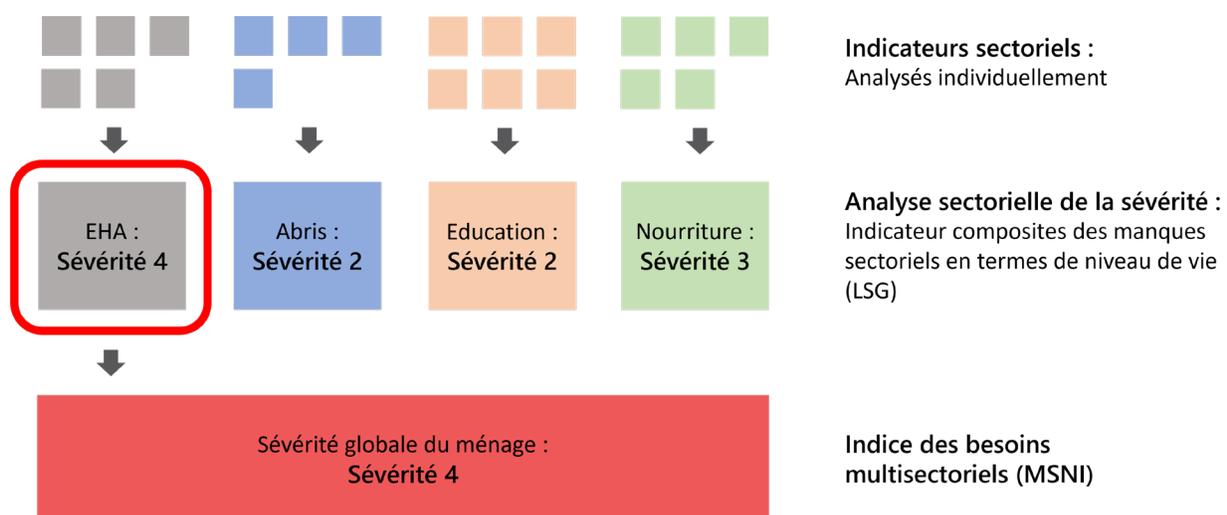
Chaque année, REACH facilite la collecte et l'analyse de données au niveau des crises pour différents secteurs et groupes de population grâce à des Evaluations multisectorielles des besoins (MSNA) pour appuyer la prise de décision des acteurs humanitaires. Les MSNA sont menées au sein d'un cadre de partenariat au niveau sectoriel et intersectoriel. Elles sont planifiées afin d'éclairer les étapes de la prise de décision stratégique tout au long du Cycle de programmation humanitaire (HPC), telles que l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) et le Plan de réponse humanitaire (HRP).

Note : Le cadre d'analyse MSNA est totalement indépendant du Cadre d'analyse intersectoriel conjoint (JIAF). Bien que certains des éléments conceptuels de cette analyse MSNA proviennent du JIAF 1.1 (par exemple, « écart en termes de niveau de vie » ou LSG, indicateurs, catégories de sévérité), la méthodologie utilisée est différente. En outre, le JIAF est élaboré par l'intermédiaire d'un groupe inter-agences et mis en œuvre principalement pour produire des PiN intersectoriels (et une sévérité au niveau des zones) en utilisant différentes sources de données disponibles au niveau de la crise. En parallèle, la méthode d'analyse MSNA a été développée en interne par REACH et est construite principalement à l'aide de données au niveau des ménages collectées pendant la MSNA. Conformément aux questions de recherche, l'analyse vise à fournir une vue d'ensemble des besoins humanitaires à l'échelle de la crise et des facteurs sous-jacents qui influencent l'accès aux besoins et aux services de base.

La méthodologie repose sur un processus d'agrégation en deux étapes (voir figure 1) :

- (1) **Agrégation des indicateurs au niveau sectoriel :** Construction des « manques en termes de niveau de vie » sectoriels (*Living standard gaps, LSG*), voir l'annexe 3 pour plus de détails ;
- (2) **Agrégation des LSG sectoriels en un résultat composite multisectoriel :** Indice des besoins multisectoriels (*Multi-Sectoral Needs Index, MSNI*), voir l'annexe 4 pour plus de détails.

Figure 1 : Approche de l'analyse MSNA



Les principaux éléments analytiques sont les suivants :

- **Manques en termes de niveau de vie (LSG)** : signifie un besoin dans un secteur donné, lorsque le score de sévérité LSG est de 3 ou plus.
- **Indice des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (LCSI)** : signifie que des stratégies d'adaptation négatives et non durables sont utilisées pour répondre aux besoins. Les ménages qui ne sont pas classés comme ayant un LSG peuvent maintenir leur niveau de vie en utilisant des stratégies d'adaptation négatives.
- **Sévérité** : signifie « l'intensité » des besoins, en utilisant une échelle allant de 1 (minimal) à 4 (besoins extrêmes)/4+ (besoins très extrêmes).
- **Magnitude** : correspond au nombre total ou au pourcentage de ménages dans le besoin.
- **L'indice des besoins multisectoriels (MSNI)** est une mesure de la sévérité globale des besoins humanitaires du ménage dans tous les secteurs (exprimée sur une échelle de 1 à 4+), basée sur la sévérité la plus élevée parmi les scores de sévérité des LSG identifiés dans chaque ménage.

L'échelle de sévérité est basée sur le type d'échelles de sévérité qui existent dans la version 1.1 du Cadre d'analyse intersectoriel conjoint (JIAF), un cadre analytique en cours d'élaboration au niveau mondial pour améliorer la compréhension des besoins des populations affectées. Ce cadre mesure la détérioration progressive de la situation d'un ménage vers le pire résultat humanitaire possible. Alors que l'échelle de sévérité du JIAF comprend 5 classes allant de 1 (aucune/minimum) à 5 (catastrophique), pour l'analyse MSNA, seule une échelle de 1 (aucun/minimum) à 4 (extrême) est utilisée. Le score « 4+ » (très extrême) est utilisé lorsque les données indiquent que la situation pourrait être catastrophique. Mais le terme « catastrophique » n'est pas utilisé dans cette analyse. En effet, les données nécessaires pour établir un score « catastrophique » sont principalement collectées au niveau d'une zone géographique (par exemple, les taux de mortalité ou la prévalence de la malnutrition), ce qui est difficile à prendre en compte dans une analyse au niveau du ménage ou de l'individu.

Les différents niveaux de sévérité peuvent être définis comme suit :

- **Très extrême (4+)** : Indications d'un effondrement total du niveau de vie, avec des conséquences potentiellement immédiatement mortelles (risque accru de mortalité et / ou de dommages irréversibles au bien-être physique ou mental).
- **Extrême (4)** : Effondrement du niveau de vie. (Risque de) préjudice grave au bien-être physique ou mental.
- **Sévère (3)** : Dégradation du niveau de vie, avec un accès / disponibilité réduit aux biens et services de base. (Risque de) dégradation du bien-être physique ou mental.
- **Préoccupant (2)** : Niveau de vie sous tension. Impact minime (risque d'impact) sur le bien-être physique ou mental / état préoccupant du bien-être physique ou mental.
- **Minimal (1)** : Niveau de vie acceptable, montrant au maximum quelques signes de détérioration et / ou un accès insuffisant aux services de base. Impact (risque d'impact) nul ou minime sur le bien-être physique ou mental.

Pour construire ces échelles, certains indicateurs sont identifiés. Il existe deux types d'indicateurs : les indicateurs critiques et les indicateurs non critiques.

- **Indicateurs critiques** : Les indicateurs critiques sont ceux qui, à eux seuls, peuvent indiquer toute sévérité supérieure à 1, c'est-à-dire des niveaux de sévérité 2 à 4+ (voir la définition des niveaux de sévérité ci-dessus).
- **Indicateurs non critiques** : Les indicateurs non critiques sont ceux qui indiquent généralement des niveaux de sévérité inférieurs et qui, seuls, ne seraient pas considérés comme justifiant l'attribution d'un niveau de sévérité supérieur à 1 à un ménage. La combinaison de plusieurs manques selon les indicateurs non critiques peut indiquer un niveau de sévérité de 2 ou 3.

Sur la base de l'échelle de sévérité, les scores LSG (par secteur) sont ensuite été calculés en agrégeant les indicateurs par secteur. Une méthodologie d'agrégation simple a été identifiée, basée sur l'approche d'agrégation de l'Indice de pauvreté multidimensionnelle (*Multidimensional Poverty Index, MPI*). *Pour plus de détails sur la méthode d'agrégation, veuillez consulter l'Annexe 3.*

L'indice des besoins multisectoriels (MSNI) est une mesure de la sévérité globale des besoins éprouvés par un ménage dans tous les secteurs (exprimés sur une échelle de 1 à 4/4+), basé sur le score de sévérité le plus élevé pour un secteur donné et identifié au sein de chaque ménage. Le MSNI aborde les besoins multisectoriels dans une perspective globale. Un ménage est considéré comme dans le besoin si l'un de ses scores LSG sectoriels est de 3 ou plus. Qu'un ménage ait des besoins très extrêmes dans un seul secteur ou des besoins très extrêmes coexistants dans plusieurs secteurs, son score MSNI final restera le même. Bien que cette approche soit logique du point de vue de la planification de la réponse—si un ménage a un besoin extrême dans un seul secteur, cela peut justifier une intervention humanitaire, indépendamment de la coexistence d'autres besoins sectoriels—, d'autres analyses sont nécessaires pour analyser le MSNI et comprendre ces différences d'ampleur et de sévérité entre les ménages. *Pour plus de détails sur la construction du MSNI, veuillez vous reporter à l'Annexe 4.*

En plus du MSNI, le bulletin comprend une analyse de la proportion globale de ménages selon leur niveau de sévérité, la proportion de ménages dans le besoin par secteur (autrement dit, les LSG) et la proportion de ménages dans le besoin par nombre de LSG sectoriels.

Annexe 1 : Publications connexes (termes de référence, données, tableau de bord)

Les documents et publications suivants relatifs à la MSNA 2023 en Haïti sont disponibles sur le *REACH Resource Center*:

- [Termes de références \(TdR\)](#)
- [Base de données Départements](#)
- [Base de données ZMPAP](#)
- [Publications](#)

Tous les documents relatifs aux évaluations multi-sectorielles de REACH inter-pays sont disponibles [ici](#).

Annexe 2 : Détails sur les indicateurs utilisés pour les manques en termes de niveau de vie (LSG), les manques en termes de capacité (CG) et les vulnérabilités préexistantes (PEV)

Cette annexe présente sous forme de tableaux les détails des analyses de manque en termes de niveau de vie (LSG), de manque de capacité (CG) et de vulnérabilité préexistante (PEV). Le bulletin MSNA se base sur cette méthodologie.

Secteur - Sécurité alimentaire

Indicateur critique

	1	2	3	4	4+
Matrice Fewsnet					
(La matrice Fewsnet fait référence aux scores FCS, HHS et rCSI)	Food Consumption Phase 1	Food Consumption Phase 2	Food Consumption Phase 3	Food Consumption Phase 4	Food Consumption Phase 5

Méthodologie de la classification par la matrice de Fews Net¹⁷

- La méthodologie de classification par la matrice de Fews Net permet de procéder à une analyse au niveau ménage. Elle permet de distinguer l'analyse en deux étapes : (1) la consommation alimentaire (basées sur les indicateurs usuels de sécurité alimentaire que sont le Score de consommation alimentaire, l'Echelle de la faim et l'Indice réduit des stratégies de subsistance) et (2) les stratégies de subsistance (basées sur le LCSi, l'Indice des stratégies d'adaptation des moyens de subsistance). L'échelle de l'indicateur critique correspond à la première étape de l'analyse, à savoir l'analyse de la consommation alimentaire au niveau ménage.

Méthodologie de l'échelle de la faim (HHS) et de l'indice des stratégies de subsistance (rCSI)

Les calculs des deux indicateurs suivent les méthodes de calculs standards :

- rCSI : permet d'évaluer la quantité ou la suffisance de l'alimentation d'un ménage en posant des questions sur une sélection de mécanismes d'adaptation liés à l'alimentation¹⁸.
- HHS : permet de mesurer la faim en représentant différents niveaux de l'insécurité alimentaire et permet des comparaisons interculturelles¹⁹.

Méthodologie du score de consommation alimentaire (FCS)

¹⁷ Fews Net, "Matrix Analysis. Integrated analysis of survey-based indicators for classification of acute food insecurity", Mai 2021. <https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/fews-net-matrix-guidance-document.pdf> [consulté le 28 novembre 2022].

¹⁸ PAM, "The Coping Strategies Index: Field Methods Manual" 2nd edition, January 2008, p. 17. https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp211058.pdf [consulté le 08 décembre 2021].

¹⁹ FANTA, « Indice domestique de la faim : Définition de l'indicateur et guide de mesure », Août 2011. <https://resources.vam.wfp.org/data-analysis/quantitative/food-security/household-hunger-scale-hhs-indicator-definition-and-measurement-guide> [consulté le 08 décembre 2021].

Le calcul du score de consommation alimentaire suit la méthode de calcul standard avec les seuils suivants correspondant aux pays avec une faible consommation de sucre et d'huile²⁰ :

- *Pauvre* : inférieur ou égal à 28
- *Limite* : supérieur à 28 et inférieur ou égal à 42
- *Acceptable* : supérieur à 42

Secteur - Protection

Indicateur critique

LSG : Indicateur critique	1	2	3	4	4+
Ménage rapportant des risques d'incidents de protection auxquels font face les hommes et les femmes dans leur zone	Aucun risque mentionné	Au moins un membre a été exposé à un autre risque d'incident de protection	Au moins un membre a été exposé à risque de protection qui relève de violences sexuelles, de blessures graves, un recrutement par un gang, une détention à des fins d'exploitation sexuelle, une traite, un enlèvement	Au moins un membre a été exposé au risque de se faire tuer	
Ménage dont au moins un des enfants était séparé par raison de séparation	Pas d'enfant OU pas d'enfant vivant en dehors du ménage OU Enfant séparé parce qu'il a quitté la maison pour étudier			Enfant ne vivant pas dans le ménage car marié ou mis en concubinage	Enfant ne vivant pas dans le ménage car a quitté la maison pour rejoindre l'armée, pour travailler, a été recruté par un gang, est détenu arbitrairement, a été enlevé, a disparu (a quitté le ménage et sans nouvelles)
Ménage dont au moins un des enfants travaillait en dehors du ménage	Pas d'enfant ou pas d'enfant travaillant en dehors du ménage		Au moins un enfant travaillant en dehors du ménage (Chercher de l'eau, Couper du bois / Aller chercher du bois de chauffe, S'occuper du bétail, Vendre dans la rue ou Effectuer d'autres travaux en dehors de la maison)	Au moins un enfant travaillant en dehors du ménage et exerçant une activité risquée, dégradante ou illégale (Transporter des personnes ou des marchandises, Ramasser les ordures, Travailler occasionnellement (serveur ou porteur), Travailler avec des machines ou des appareils de lavage, Travail domestique, Mendicité)	

²⁰ PAM, « FCS – Food Consumption Score », mis à jour le 04 octobre 2019. <https://resources.vam.wfp.org/data-analysis/quantitative/food-security/fcs-food-consumption-score> [consulté le 08 décembre 2021].

Secteur - Santé

Indicateur critique

LSG : Indicateur critique	1	2	3
Ménage dont au moins un individu a eu un besoin de prise en charge ou d'assistance en soins ou en santé n'ayant pas été comblé (au cours des 3 mois précédant la collecte de données) par type de maladie	Aucun membre du ménage n'a eu besoin de prise en charge ou d'assistance en soins ou en santé (au cours des 3 mois précédant la collecte de données)	Tous les besoins de prise en charge ou d'assistance en soins ou en santé du ménage ont été comblés	Au moins un individu a eu un besoin de prise en charge ou d'assistance en soins ou en santé n'ayant pas été comblé (au cours des 3 mois précédant la collecte de données)

Secteur - Eau potable, hygiène et assainissement (EPHA)

Indicateur critique

LSG : Indicateur critique	1	2	3	4	4+
Accès à de l'eau potable en quantité suffisante	Jamais (0 fois)	Rarement (1 à 2 fois)	Parfois (3-10 fois)	Souvent (11-20 fois)	Presque toujours (plus de 20 fois)
Accès à une source d'eau de boisson améliorée dans un temps acceptable	Source d'eau améliorée OU Eau dans la concession/le logement	Source d'eau améliorée ET Temps pour aller chercher l'eau, collecter et revenir inférieur à 30 minutes (<30 minutes)	Source d'eau améliorée et temps pour aller chercher l'eau, collecter et revenir supérieur à 30 minutes (>= 30 minutes)		Source d'eau non améliorée (Puits non protégé, Eau de surface, Source non protégée)
Accès à des infrastructures sanitaires améliorées sans problèmes pour les membres du ménage	Infrastructures sanitaires améliorées ET Ménage ne rapportant aucun problème d'accès aux infrastructures sanitaires		Infrastructures sanitaires améliorées ET Ménage rapportant au moins un problème d'accès aux infrastructures sanitaires	Infrastructures sanitaires non améliorées (Sac en plastique, Trou ouvert, Toilette à seau/compost)	Pas d'installation / buisson / champ
Ménage ayant accès à un dispositif de lavage des mains	Un dispositif de lavage des mains avec du savon et de l'eau selon l'observation de l'enquêteur du dispositif	Aucun dispositif de lavage des mains OU Un dispositif de lavage avec seulement de l'eau ou du savon disponible selon l'observation de l'enquêteur			

Secteur – Abris et biens non-alimentaires (ABNA)

Indicateur critique

LSG : Indicateur critique	1	2	3	4+
Ménage ayant rapporté vivre dans un abri inadéquat ou dans un état insuffisant	Type d'abri : Appartement solide/fini, Abri adéquat traditionnel avec toit en paille/chaume et un mur en bois/argile, Abri adéquat traditionnel avec toit en tôle et un mur en bois/argile ET Condition d'abri : Pas de dommages	Type d'abri : Appartement solide/fini, Abri adéquat traditionnel avec toit en paille/chaume et un mur en bois/argile, Abri adéquat traditionnel avec toit en tôle et un mur en bois/argile ET Condition d'abri : Dommages mineurs à la toiture (fissures, ouvertures), Dommages aux fenêtres et/ou aux portes (manquantes, cassées, incapables de se fermer correctement), Dommages aux murs	Type d'abri : Bâtiment non couvert/non fini, Tente, Abri collectif, Abri non adéquat léger avec toit en tôle et un mur en block/parpaing, Abri non adéquat d'urgence en bâche uniquement, Abri non adéquat léger avec des matériaux improvisés (toit en bache)	Type d'abri : Aucun (dormir à l'air libre) OU Condition d'abri : Dommages importants au toit avec risque d'effondrement
Ménage ayant rapporté ne pas avoir un espace fonctionnel, sûr et acceptable pour dormir, cuisiner, stocker de la nourriture et de l'eau et s'éclairer	Peut être fait / fonctionnel, sans aucun problème pour dormir, cuisiner, stocker de la nourriture et de l'eau et s'éclairer	Peut le faire / fonctionnel, avec des problèmes pour dormir, cuisiner, stocker de la nourriture et de l'eau et s'éclairer	Non, impossible / non fonctionnel pour dormir, cuisiner, stocker de la nourriture et de l'eau et s'éclairer ET Espace insuffisant, Insuffisance d'articles non alimentaires de base (litterie, matelas/matelas), Nuisance sonore (musique, bruit d'armes à feu) ou espace inadapté comme barrières citées	Non, impossible / non fonctionnel ET Espace non sécurisé comme barrière citée
Ménage vivant dans des abris surpeuplés et ne garantissant pas leur intimité	Si le répondant indique qu'il existe au moins une pièce pour trois personnes dans le ménage		Si le répondant indique qu'il existe moins d'une pièce pour trois personnes dans le ménage	

Secteur - Education

Indicateur critique

LSG : Indicateur critique	1	2	3	4
Ménage dont les enfants de 5 à 17 ans ne fréquentent pas régulièrement l'école - en fonction du nombre de jours par semaine en dehors de l'établissement scolaire	Tous les enfants du ménage fréquentent régulièrement l'école OU Tous les enfants du ménage sont inscrits dans une école formelle OU Le ménage n'a pas d'enfant de 5 à 17 ans		Au moins un des enfants du ménage ne fréquente pas l'école régulièrement OU Au moins un des enfants n'est pas inscrit dans une école formelle	Un ou plusieurs enfants du ménage ne fréquentent pas l'école régulièrement OU Au moins un des enfants n'est pas inscrit dans une école formelle ET Ménage cite une barrière liée à l'insécurité, au mariage des enfants / grossesse ou à la mendicité

Ménage dont les enfants de 5 à 17 ans n'ont pas pu se rendre à l'école en toute sécurité et apprendre dans des conditions sûres	Tous les enfants du ménage ont pu se rendre à l'école en toute sécurité et apprendre dans des conditions sûres OU Le ménage n'a pas d'enfant de 5 à 17 ans		Un ou plusieurs enfants de 5 à 17 ans du ménage n'ont pas pu se rendre à l'école en toute sécurité et apprendre dans des conditions sûres
Ménage dont les enfants de 5 à 17 ans n'ont pas pu apprendre dans des conditions acceptables	Tous les enfants du ménage de 5 à 17 ans ont pu apprendre dans des conditions acceptables OU Le ménage n'a pas d'enfant de 5 à 17 ans	Un ou plusieurs enfants de 5 à 17 ans du ménage n'ont pas pu apprendre dans des conditions acceptables	

Indicateurs non critiques

Manque de capacité (CG)

Le score CG est un manque de capacité transversal basé sur l'Indice des Stratégies d'Adaptation des Moyens d'existence (LCSI).

CG transversal

Manque de capacité transversal	0	1
LCSI - Indice des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance	Minimal OU Stress	Crise ou urgence

Méthodologie de l'indice des stratégies d'adaptation des moyens de subsistance (LCSI)

La méthodologie du LCSI est conforme aux standards de la manière suivante :

1. Le ou la répondante est interrogée sur une série de stratégies d'adaptation, et si il ou elle en eu l'usage d'une de ces stratégies au cours des 30 jours précédant l'évaluation. Pour chaque stratégie d'adaptation, la personne interrogée peut choisir parmi les options suivantes : (A) Oui ; (B) Non, j'ai déjà épuisé cette stratégie d'adaptation et ne peux pas l'utiliser à nouveau ; (C) Non, je n'ai pas eu besoin d'utiliser cette stratégie d'adaptation ; et (D) Sans objet/Cette stratégie d'adaptation n'est pas à ma disposition.
2. Si le ou la répondante choisit "Oui" ou "Non, j'ai déjà épuisé cette stratégie d'adaptation et je ne peux plus l'utiliser" pour au moins une stratégie d'adaptation dans une catégorie de gravité, on considère qu'il ou elle a utilisé des stratégies d'adaptation de cette catégorie de gravité.
3. Le ou la répondante est classée selon la catégorie la plus sévère dans laquelle il ou elle a utilisé une des stratégies d'adaptation.

Annexe 3 : Manques en termes de niveau de vie (LSG) – Agrégation

L'analyse se déroule en 3 étapes :

A) Combinaison d'indicateurs critiques en un score final pour la composante critique

À l'exception du LSG sur la sécurité alimentaire, le score de sévérité sectorielle final d'un ménage pour la composante critique sera toujours le niveau de sévérité maximal obtenu pour l'un des indicateurs sectoriels critiques inclus pour l'analyse ou d'une combinaison d'indicateurs (voir la Figure 3 ci-dessous à titre d'exemple).

B) Combinaison d'indicateurs non critiques en un score final pour la composante non critique

Le score sectoriel final pour les indicateurs non critiques (si des indicateurs non critiques sont inclus) sera obtenu comme suit:

1. Calculez la moyenne de tous les indicateurs non critiques inclus (moyenne des valeurs binaires)
2. Attribuez des niveaux de sévérité comme suit :
 - Niveau de sévérité 1 : Moyenne des indicateurs non critiques $\leq 1/3$
 - Niveau de sévérité 2 : Moyenne des indicateurs non critiques $\leq 2/3$ & $> 1/3$
 - Niveau de sévérité 3 : Moyenne des indicateurs non critiques $> 2/3$

C) Combinaison des composantes critiques et non critiques dans un score LSG sectoriel final

Le score LSG sectoriel final sera le niveau de sévérité maximal atteint parmi les composantes critiques et non critiques. Si aucune composante non critique n'est incluse, le score final sera simplement le résultat du composant critique. La figure 3 ci-dessous résume le processus d'agrégation.

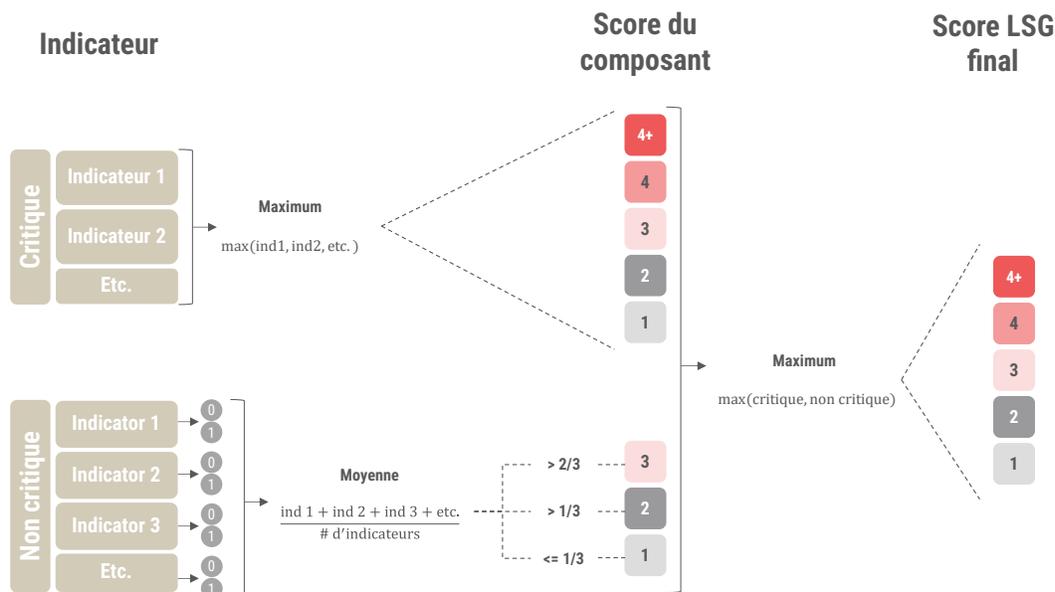


Figure 2 : Agrégation d'indicateurs critiques et non critiques dans un score LSG sectoriel final

Annexe 4: Indice des besoins multisectoriels (MSNI) – Agrégation

L'indice des besoins multisectoriels (MSNI) est une mesure de la sévérité globale des besoins humanitaires d'un ménage (exprimée sur une échelle de 1 à 4+) et basée sur les scores de sévérité LSG sectoriels les plus hauts de chaque ménage. Le MSNI est déterminé par les étapes suivantes :

Tout d'abord, la sévérité de chacun des LSG sectoriels est calculée par ménage. Ensuite, un score de sévérité final (MSNI) est déterminé pour chaque ménage en fonction du score de sévérité LSG sectoriel le plus haut identifié pour chaque ménage. Le « niveau de gravité multisectoriel » final ou l'Indice des besoins multisectoriels (MSNI) est, pour chaque ménage, le niveau de sévérité maximal obtenu par le ménage parmi les LSG sectoriels :

$$\text{MSNI} = \max(\text{LSG Sécurité alimentaire, LSG Moyens de subsistance, LSG EHA, LSG Santé, LSG Education, LSG Protection})$$

Comme présenté dans la figure 4 ci-dessous, le ménage 1 (HH 1) a un MSNI final de 4 parce que c'est le score de sévérité le plus haut, parmi tous les LSG au sein de ce ménage

Figure 3 : Exemple de calcul du MSNI par ménage

	Score de sévérité sectorielle (LSG)						MSNI
	Sécurité alimentaire	Santé	EHA	Protection	Education	Etc.	
HH1	4	4	4	4	3	3	4
HH2	2	2	4	2	1	1	4
HH3	3	3	3	4+	2	1	4+
HH4	2	3	1	1	2	1	3

En cas d'absence de données pour une sévérité sectorielle, le MSNI est calculé sur le maximum des sévérités sectorielles disponibles. Comme mentionné dans la section « Limites », certaines sévérités sectorielles dans les secteurs de la protection et de la sécurité alimentaire n'ont pas pu être calculées. C'est le cas pour le calcul de la sévérité sectorielle spécifique à la sécurité alimentaire et à la protection, effectué en excluant les enquêtes pour lesquelles tous les indicateurs nécessaires ne sont pas exhaustifs ou renseignés pour déterminer le niveau de sévérité, et ne représente donc pas l'ensemble des participants de l'enquête et doit être interprété de manière indicative. Plutôt que de classer entièrement le ménage et sa sévérité en NA (non disponible), ces sévérités sectorielles ont été retenues et le MSNI a été calculé parmi les sévérités sectorielles maximales disponibles.

En conséquence, les résultats MSNI seront rapportés de la façon suivante : « au moins XX% de ménages sont en sévérité Y », dans la mesure où l'on ne saurait établir si la sévérité sectorielle manquante n'aurait pas engendré un score supérieur de sévérité multi-sectorielle pour le ménage.

Annexe 5 : Liste des partenaires

Financé par :

- USAID - BHA
- ECHO
- OIM

Partenaire opérationnel principal :

- ACTED

Partenaires :

- Catholic Relief Service
- AVSI
- Concern Worldwide
- WeWorld GVC
- Groupe Jevidev
- ORRAH

Conception de la recherche et développement de l'outil en consultation avec les partenaires suivants :

- Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (UNOCHA)
- Groupe de Travail Redevabilité envers les populations affectées - Communication avec les Communautés (CwC - WG)
- Groupe de Coordination Inter-Secteur (ISCG)
- Secteur Protection
- Sous-secteur protection de l'enfance
- Sous-secteur violences basées sur le genre
- Secteur EPHA
- Secteur santé
- Secteur sécurité alimentaire
- Secteur éducation
- Cluster ABNA
- Groupe de travail sur les migrants
- OIM – DTM
- Flowminder
- Gender Stanby Capacity Project (GenCap)
- Protection Standby Capacity Project (ProCap)